

«L'avertissement de Nixon» dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (18 mars 1974)

Légende: Le 18 mars 1974, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung analyse les tensions économiques et politiques entre les États-Unis et la Communauté économique européenne et s'interroge sur les menaces de retrait des forces militaires américaines en Europe.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Benckiser, Nikolas; Deschamps, Bruno; Eick, Jürgen; Fack, Fritz Ullrich; Fest, Joachim; Welter, Erich. 18.03.1974, Nr. 65. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Nixons Warnung", auteur:Reifenberg, Jan , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_avertissement_de_nixon_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_18_mars_1974-fr-e6072217-6221-4ad4-a36b-479b5afcc2c4.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

L'avertissement de Nixon

Par Jan Reifenberg

Soit l'Europe des Neuf est prête à collaborer économiquement et politiquement avec l'Amérique, soit les deux piliers de l'Alliance atlantique vont s'écarter l'un de l'autre. Soit on arrive à un compromis loyal dans les deux domaines, soit les troupes américaines présentes sur le vieux continent seront unilatéralement réduites. Si les Européens de l'Ouest s'unissent contre Washington, qui garantit leur sécurité, aucun membre du Congrès ne sera plus guère disposé à intervenir en faveur du maintien de l'effectif militaire actuel. Il n'y a plus de «sens unique» atlantique. Les États-Unis ont déposé sur la table leurs propositions pour une nouvelle formule de l'Alliance.

Le choix et la responsabilité incombent désormais aux Européens. Devant cette menace d'une querelle atlantique, le président Nixon ne se rendra pas en Europe de l'Ouest, mais bien en Union soviétique, car le dialogue permanent entre les deux puissances mondiales, qui vise à assurer la survie des deux parties à l'ère atomique, ne doit pas être interrompu à cause de querelles entre alliés. En tout cas, le président n'a nullement l'intention de signer avec les Européens une déclaration qui ne ferait que masquer l'existence de profondes divergences d'opinion.

Chaque mot de la déclaration virulente, provocatrice que Nixon a faite vendredi à Chicago était bien pesé. Aucune tentative d'apaisement des chancelleries européennes, aucun optimisme diplomatique n'y changera quoi que ce soit: le président a adressé aux Européens un avertissement, presque un ultimatum. Pareille chose avait été entendue pour la dernière fois aux États-Unis il y a vingt ans, lorsque John Foster Dulles, face au conflit autour d'une Communauté européenne de défense, avait proféré la menace d'une «révision douloureuse» de la politique étrangère américaine. La France a fait échouer la Communauté de défense. Aujourd'hui, Nixon s'adresse à son tour à la France, sans toutefois la mentionner explicitement. Mais il peut, ce qui lui rend les choses plus faciles, décharger sa colère sur la République fédérale, qui préside actuellement le Conseil des ministres des Neuf.

L'animosité de Nixon et de Kissinger à l'égard de l'Europe s'est accumulée depuis un an. Selon leur opinion, les alliés sont coupables de l'échec de «l'année européenne»; ils se sont comportés de façon indigne durant le conflit du Moyen-Orient en se réfugiant dans des garanties précipitées auprès des pays arabes producteurs de pétrole. Après la conférence sur l'énergie de Washington, Kissinger pensait avoir garanti son plan de coopération. La France paraissait isolée. Les Allemands eux aussi y ont cru trop vite. On a prématurément triomphé.

Kissinger a ressenti comme un affront la décision de la Communauté européenne, prise sous l'impulsion française, de conclure des accords de coopération à long terme avec les États arabes. Il estime que les États-Unis ont été mis devant le fait accompli. Les remarques de l'Allemagne, selon lesquelles Kissinger aurait au fond dû savoir, après son entrevue à Bonn avec Scheel, ce qui se préparait pour lundi à Bruxelles, ne prennent pas avec Washington. Le fait que la France ait imposé la suppression du mot «partenariat» dans la déclaration prévue sur la coopération entre la Communauté et les États-Unis a mis Nixon et Kissinger plus en colère encore.

Pendant la conférence sur l'énergie, il est apparu déjà clairement que, pour Nixon, la sécurité, l'économie et l'énergie sont indissociables. Le président l'a à présent répété: quiconque veut séparer ces éléments fera éclater l'Alliance. Il n'est pas possible de prétendre à la protection des États-Unis et de former l'Europe contre les États-Unis en même temps. Nixon, comme autrefois Théodore Roosevelt, reste poli dans la forme, mais il tient un gros bâton dans la main: le retrait des troupes, et celui du bouclier atomique. Il ne laisse planer aucun doute sur le fait que les États-Unis, fatigués de jouer le rôle d'Atlas, éprouvent des sentiments profondément isolationnistes.

Le pire qui puisse maintenant se produire serait que le grave conflit atlantique devienne une arme dans les querelles entre les partis politiques, à Bonn, par exemple. La mesquinerie que Nixon reproche aux Européens serait de ce fait démontrée. Si le président est furieux, c'est également parce qu'il ne peut pas

compter sur un succès rapide en Europe, face aux difficultés qu'il rencontre dans sa politique intérieure. Ce qui l'agace plus encore, c'est qu'à ses yeux les Européens sont ingrats. Nixon appartient à la génération des fondateurs du Pacte atlantique. Il le considère comme un acte généreux des États-Unis. Comme la plupart de ses compatriotes, il est consterné quand l'Europe – comme c'est le cas pour Paris – déclare d'un ton cynique que les États-Unis se sont toujours laissé guider uniquement par leurs propres intérêts.

Pour Bonn, l'avertissement de Nixon pèse particulièrement lourd. Le président sait ce que provoquent là-bas les allusions à des diminutions des effectifs militaires. Il s'est adressé à Brandt non seulement parce qu'il le considère comme porte-parole des Neuf – mais aussi parce qu'il est le partenaire qui dépend le plus de la protection des États-Unis. L'Europe, qui devrait répondre, est politiquement impuissante. L'efficacité de la thérapie de choc appliquée par Nixon et Kissinger ne dépend pas uniquement des Européens. L'avertissement de Nixon pourrait renforcer le gaullisme qu'il admire tant. Le fossé atlantique n'en deviendrait que plus profond encore. Les conséquences pour l'Europe de l'Ouest seraient fâcheuses. L'Alliance célébrerait son 25^e anniversaire dans la lumière blafarde du fiasco politique. Le gagnant serait Moscou.